Chanegriha reçoit le DG de l'état-major de l'OTAN

«L'Algérie continue d'adopter une politique de neutralité»

Page 3

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5641 - Jeudi 12 mai 2022 – Prix : 10 DA

Assassinat de la journaliste palestinienne Abou Aqleh

Large condamnation internationale

Page 16

«J'ai pris la décision irrévocable de quitter l'Algérie»

Violente charge de Saida Neghza contre le climat de l'investissement

Page 3

Les deux priorités de Joe Biden

Par Mohamed Habili

On pouvait s'imaginer qu'au jour d'aujourd'hui le président américain, eu égard au rôle de chef de file qu'il y joue, n'a vraiment qu'une seule priorité : la guerre en Ukraine, qui dès à présent a tout pour se développer en une troisième guerre mondiale. On pouvait tout au début croire ou espérer que relativement à ce péril majeur, sa priorité était de tout essayer pour qu'il ne se produise pas justement, pour le conjurer, non pas de chercher par tous les moyens à le transformer en une défaite stratégique de la Russie. En fait, il n'a pas fallu longtemps avant de comprendre que sa priorité n'était pas tant d'arrêter la guerre que de se saisir de l'opportunité qu'elle représente pour régler une bonne fois pour toutes son compte à Vladimir Poutine. Le président d'un pays qui ne produit que des armes et du pétrole, comme il aimait à dire, ne devrait pas se poser en rival au chef de la Maison-Blanche. Or voilà qu'on s'aperçoit qu'en fait la Russie produit au moins quelque chose d'autre : du blé, et en des quantités assez importantes pour que si celles-ci venaient à manquer, il pourrait en résulter de la famine ailleurs dans le monde. Biden s'est mis à parler de la guerre comme si elle était l'apanage d'une personne en particulier. Il ne la nomme plus que comme la «guerre de Poutine».

Suite en page 3

Message du Président Tebboune au Sommet africain sur le vaccin anti-Covid

«Disponibilité à contribuer à l'immunisation de notre continent»

Ph/D. R.

Les efforts déployés par l'Algérie et plusieurs Etats africains dans la lutte contre le Covid-19 étaient «une preuve édifiante que l'Afrique possède désormais de véritables atouts dans ce domaine». C'est ce qu'a affirmé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, mardi, dans une allocution lors d'un sommet restreint des Etats africains producteurs du vaccin anti-Covid, lue par visioconférence par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra. Page 2

Tizi Ouzou/ Electricité et gaz dans la wilaya

Le P-DG de Sonelgaz s'engage à prendre en charge toutes les insuffisances avant 2024

Page 2

Ligue 1 (30e J)

Le CRB pour se rapprocher du titre, derby indécis au 5-Juillet

Page 15

Message du Président Tebboune au Sommet africain sur le vaccin anti-Covid

«Disponibilité à contribuer à l'immunisation de notre continent»

■ *Les efforts déployés par l'Algérie et plusieurs Etats africains dans la lutte contre le Covid-19 étaient «une preuve édifiante que l'Afrique possède désormais de véritables atouts dans ce domaine». C'est ce qu'a affirmé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, mardi, dans une allocution lors d'un sommet restreint des Etats africains producteurs du vaccin anti-Covid, lue par visioconférence par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra.*

Par Meriem Benchaouia

Insistant sur l'impératif de permettre aux vaccins produits en Afrique l'accès aux plateformes internationales d'acquisition et de distribution, le président de la République a souligné que les «*efforts déployés par l'Algérie et plusieurs Etats africains frères et les résultats concluants réalisés en dépit des complications de cette opération qui exige des équipements et des matériels modernes et de personnel spécialisé, sont la preuve édifiante que l'Afrique possède désormais de véritables atouts en matière de lutte contre la pandémie et la production de vaccins*». Assurant qu'il «*s'agit d'un acquis non seulement pour notre continent mais pour le monde entier*», le Président Tebboune fera remarquer qu'il «*s'agisse de la pandémie actuelle ou autre danger similaire à l'avenir, nos partenaires internationaux doivent saisir qu'ils ont un grand intérêt dans la réussite de l'Afrique dans ce domaine et sa capacité à apporter une contribution significative à l'avenir face à toute pandémie menaçant l'humanité, à l'instar de la pandémie de coronavirus*». Le chef de l'Etat a jugé «*impératif d'inviter nos partenaires, pays et organisations internationales, à apporter leur soutien aux efforts consentis par notre continent en la matière, aux fins de renforcer les capacités productives mondiales et surmonter le risque de dépendre d'un nombre limité de fabricants de vaccins, risque clairement apparu à la lumière de la pandémie de Covid-19*». Le Président Tebboune a relevé, dans ce cadre, la nécessité pour les Etats africains de «*lever les obstacles et permettre un transfert de technologie en vue d'atteindre une meilleure diversité en termes de production de vaccins et d'autres fournitures médicales*». Il s'agit aussi de «*soutenir les pays africains en matière de formation d'experts et de spécialistes*», et «*permettre aux vaccins produits en Afrique l'accès aux plateformes internationales d'acquisition et de distribution, à travers la levée des obstacles qui entravent l'émission des autorisations nécessaires par l'Organisation mondiale de la santé* (OMS), *pour l'exportation, la vente et l'utilisation des vaccins produits au niveau du continent*», a ajouté le Président Tebboune. «*Dans l'attente du rôle de l'Agence africaine du médicament qu'il convient de redynamiser, en vue d'une meilleure coordination de nos efforts et pour la défense de nos intérêts au niveau international, nous sommes aujourd'hui appelés, au vu des défis auxquels nous faisons face dans nos transactions extérieures, à consolider la concertation et la coopération en œuvrant de manière unifiée à atteindre l'efficacité escomptée*», a-t-il fait observer. Et au Président Tebboune de rappeler l'importance d'«*inviter le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies* (CDC-Africe) *à faire entendre la voix de l'Afrique auprès des organisations internationales spécialisées et des plateformes internationales d'acquisition et de distribution, à travers la tenue de discussions sérieuses avec elles, en coordination avec les pays africains producteurs de vaccins*». Le chef de l'Etat n'a pas manqué d'insister sur l'impératif de «*créer une base de données actualisée régulièrement sur la capacité de production des Etats africains producteurs de vaccins anti-Covid et de lutte contre d'autres maladies, dans l'objectif d'aboutir à une vision claire sur les capacités africaines en matière de réponse à la demande continentale*». Par ailleurs, «*nous devons poursuivre les efforts pour réaliser l'autosuffisance en matière de production de vaccins au niveau africain, et ce, à la faveur de l'adoption d'une politique unifiée favorisant la consommation locale des quantités produites, dans l'objectif de consolider et de développer l'industrie continentale*», a-t-il encore affirmé. Le Président Tebboune a rappelé également les efforts consentis par l'Algérie pour faire face à cette pandémie, «*défi relevé par l'Algérie qui a lancé l'opération de production effective du vaccin Coronovac en comptant principalement sur ses capacités humaines et matérielles et en collaboration avec le partenaire chinois Sinovac*». Le président de la République a appelé les Etats africains à tirer les leçons et les enseignements nécessaires de la crise sanitaire actuelle et ses nombreuses retombées négatives pour «*la préservation de notre sécurité sanitaire et l'appropriation des facteurs de souveraineté sanitaire au niveau continental*». Il a rappelé, au terme de son allocution, «*l'attachement constant de l'Algérie aux principes de solidarité, d'intégration et de destin commun, et sa disponibilité à contribuer à tout effort conjoint visant le renforcement de nos capacités collectives et l'immunisation de notre continent contre les risques des épidémies, tout en veillant à éviter les disparités et la marginalisation dont il a été victime au début de la pandémie actuelle, en matière de répartition inéquitable d'équipements médicaux, de médicaments et de vaccins*».

M. B.

Tizi Ouzou/ Electricité et gaz dans la wilaya

Le P-DG de Sonelgaz s'engage à prendre en charge toutes les insuffisances avant 2024

Le président-directeur général du Groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, s'est engagé, hier à Tizi Ouzou, à répondre à toutes les insuffisances et préoccupations liées à l'alimentation en électricité et gaz naturel de la wilaya de Tizi Ouzou avant 2024. S'exprimant à l'occasion d'une réunion du conseil de l'exécutif de wilaya consacrée à ce dossier, Adjal a annoncé que son Groupe a pris acte de toutes les préoccupations des populations et des autorités locales quant au renforcement et à l'amélioration des réseaux d'électricité, notamment au niveau des zones d'activités, tout en saluant les efforts déployés ces derniers temps pour la levée des contraintes face auxquelles certains projets butaient, citant l'exemple du poste-transformateur 220/60 KV de Sidi Naamane, en souffrance depuis 2008, en raison des oppositions de riverains. Mourad Adjal a affirmé, à l'occasion, avoir abordé tous les problèmes de son secteur dans la wilaya de Tizi Ouzou pour lesquels des solutions ont été dégagées. A l'entame de la réunion, il a annoncé être venu avec des enveloppes financières à mettre à la disposition de la wilaya. Assisté des directeurs et responsables des différentes filières de son Groupe, le P-DG de Sonelgaz a pris connaissance de toutes les contraintes et difficultés que vivent les populations de la wilaya, en général, et les investisseurs, en particulier, en matière de disponibilité de l'électricité et du gaz. Les préoccupations ont été exposées à l'occasion par des maires et des membres de l'exécutif. Des élus locaux, notamment le président de l'Assemblée populaire de wilaya, Mohamed Klalèche, des maires ainsi que des représentants d'investisseurs, ont saisi l'occasion pour évoquer les chutes de tension sur le réseau électrique domestique et industriel que connaissent plusieurs régions de la wilaya de Tizi Ouzou, telles que Tigzirt, Azzefoune et Bouzeguène. De son côté, le wali de Tizi Ouzou, Djilali Doumi, a annoncé la mise sur pied d'un groupe de travail multisectoriel chargé de la mise en œuvre des décisions prises à l'issue de cette rencontre.

Hamid Messir

Chanegriha reçoit le DG de l'état-major de l'OTAN

«L'Algérie continue d'adopter une politique de neutralité»

■ *Le général de corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, a reçu, hier, le général de corps d'Armée, Hans-Werner Weirmann, directeur général de l'état-major militaire international de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), en visite officielle de deux jours en Algérie à la tête d'une importante délégation militaire, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale.*

Par Massi Salami

Après avoir souhaité la bienvenue à la délégation hôte, le général de corps d'Armée a souligné que cette visite «*permettra aux deux parties de mieux cerner les défis sécuritaires prévalant, et de construire une vision commune, à même de prémunir davantage la région des dangers d'insécurité, affirmant que l'Algérie a toujours appuyé les initiatives de la communauté internationale, et ce, dans le respect du droit international et des décisions onusiennes*». «*Votre visite*, a indiqué Chanegriha, *traduit l'intérêt accordé par l'OTAN à notre région, et démontre ainsi l'importance que votre organisation confère aux efforts consentis sur le plan régional dans le domaine de la sécurité et de la stabilité des pays de la rive sud de la Méditerranée*». Et d'ajouter qu'«*il est clair que la compréhension mutuelle des questions actuelles permettra aux deux parties de mieux cerner les défis sécuritaires auxquels sont confrontés les pays de notre région, et aboutira certainement à la construction d'une vision commune, à même de prémunir davantage notre région des dangers de la division et de l'état d'insécurité*». «*Je voudrais également assurer que mon pays a toujours appuyé les initiatives de la communauté internationale d'aide et de soutien, visant à asseoir la stabilité politique et à développer la région, dans le respect du droit international et des décisions onusiennes*», a-t-il affirmé. Le général de corps d'Armée a aussi assuré que «*l'Algérie, malgré la politique de neutralité qu'elle adopte sur le plan international et son souci de s'exclure de toute tension, continuera de coopérer avec tous ses partenaires dans le cadre de ses intérêts nationaux et de ses principes immuables*». «*Sur le plan international, l'Algérie continue d'adopter une politique de neutralité et veille à s'exclure des tensions qui opposent les différentes parties*», a-t-il précisé. Il a souligné qu'«*en contrepartie et tout en condamnant la politique de deux poids deux mesures, que la communauté internationale emploie actuellement dans le traitement des questions des peuples opprimés, l'Algérie continuera, à l'instar des autres Etats du monde, de coopérer avec ses alliés et ses partenaires dans le cadre de ses intérêts nationaux et de ses principes immuables*». De son côté, le général de corps d'Armée Hans-Werner Weirmann a salué «*le rôle pivot que joue l'Algérie dans la préservation de la sécurité et de la stabilité dans la région, en apportant son aide et assistance dans différents domaines aux pays du voisinage, tout en les accompagnant dans le règlement de leur situation sécuritaire*». A l'issue de la rencontre, le directeur général de l'état-major militaire international de l'OTAN a signé le livre d'or de l'état-major de l'Armée nationale populaire, conclut le communiqué du MDN.

M. S.

«J'ai pris la décision irrévocable de quitter l'Algérie»

Violente charge de Saida Neghza contre le climat de l'investissement

Après des années de lutte et de service dans la CGEA, une organisation nationale de défense des entrepreneurs et des investisseurs algériens, sa présidente, Saïda Neghza, a décidé de quitter le pays le 15 septembre prochain.

«*C'est une décision est irrévocable*», dira la présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA). Mais avant de partir, Neghza veut s'assurer d'avoir choisi la personne adéquate qui pourra assurer la relève. «*Avant de partir, je veux m'assurer de laisser l'organisation entre de bonnes mains. Pour cela, j'ai demandé aux responsables de la Confédération de choisir un nouveau président qui reprendra le flambeau*».

Pourquoi ce choix ? Pourquoi abandonner au moment où le pays à plus besoin d'elle ? Neghza évoque un sabotage au plus haut niveau. «*Aujourd'hui, je ne peux rien donner pour mon pays. Les portes sont fermées*», a-t-elle déploré. «*Je lutte pour la survie depuis 7 ans. Mais je trouve anormal de continuer à subir les mêmes persécutions, comme autant de la Issaba*», a-t-elle dénoncé. Ce qui dérange la présidente de la CGEA, c'est l'indifférence dont elle fait objet, selon elle. «*Ce qui me fait mal, c'est quand de grandes personnalités africaines, notamment des chefs d'Etat me sollicitent pour assurer le même travail que je fais en Algérie, alors que dans mon pays on essaye de m'écarter*». Dans le même contexte, Saida Neghza est revnue sur le climat de l'investissement. La relance de l'investissement et la création de richesses et d'emplois passent par la garantie d'un environnement idoine. Hélas, le comportement que vient de dénoncer la présidente de la CGEA n'aide pas à asseoir un tel climat.

Pour faciliter l'acte d'investir en Algérie, Neghza a insisté sur l'importance de la numérisation.

Sur le plateau d'Ennahar TV, elle a rappelé que le président de la République lui-même est monté au créneau à plusieurs reprises pour exhorter l'administration à lever les entraves devant les porteurs de projets et insisté sur la numérisation pour accélérer la cadence des investissements. Ces instructions, a-t-elle regretté, ne sont malheureusement pas appliquées sur le terrain. «*Sans la numérisation, les mêmes problèmes persisteront d'ici 20 ans*», a-t-elle ajouté. Les administrations sont censées être les premières à adopter ce processus, dira Neghza, qui s'étonne de la persistance des anciennes méthodes d'enregistrement de données. «*Il n'est pas normal de trouver des documents entassés dans une administration au service du citoyen, comme les Impôts !*».

La présidente de la CGEA n'a pas omis d'aborder les entraves liées à l'investissement dans le secteur de l'Agriculture. Elle a jugé que les crises du lait et de la pomme de terre qui ont défrayé la chronique ces derniers temps sont maîtrisables, si les investisseurs dans le secteur étaient partie prenante pour trouver une solution à ce problème. Saida Neghza a déclaré, à cet effet, que les organisations patronales existantes en Algérie sont en mesure de mettre fin à cette crise, précisant que beaucoup d'hommes d'affaires sont prêts à investir dans ces créneaux.

Louisa A. R.

LA QUESTION DU JOUR

Les deux priorités de Joe Biden

Suite de la page une

Il lui est même arrivé avant-hier dans un discours sur l'inflation, l'autre guerre qui s'est imposée à lui, de dire : «L'invasion de Poutine». A l'entendre, ce ne sont pas des pays, dont le sien, qui s'affrontent pour l'heure pour des motifs géopolitiques, mais le caprice, ou la folie d'un homme qui est à l'origine des malheurs actuels du monde. S'il plaisait à cet homme, la guerre cesserait sur-le-champ. Bien qu'il ait commencé dans ses «Remarques sur l'inflation», faites mardi, par dire que celle-ci est apparue avant l'«invasion de Poutine», que c'est la pandémie qui à vrai dire en est la cause première, dans le fil de son propos il s'est oublié à l'attribuer en entier à Poutine. La pandémie, en perturbant les chaînes d'approvisionnement, lui aurait donné le coup d'envoi, mais c'est «Poutine» qui l'aurait généralisée, en provoquant une pénurie de pétrole. De la guerre et de l'inflation, les deux priorités de Biden, on peut se demander laquelle est pour lui la toute première. Qu'aimerait-il voir en premier et dans l'immédiat s'il avait le choix : la guerre se terminer ou l'inflation retomber ? Cette question est légitime. Si la guerre se prolongeait, ce ne serait pas sans qu'il y soit pour quelque chose. Ce serait la preuve que les armes que son administration envoie en Ukraine sont bien arrivées à leurs destinataires et qu'elles sont efficaces. A partir d'un certain nombre de mois, ce serait même pour lui l'assurance qu'il est en train de la gagner cette guerre. Déjà que les Russes sont d'après lui en train de la perdre. Mais si par contre l'inflation se prolongeait, ce serait tout à fait contre sa volonté. Cette guerre-là, il serait en train de la perdre. S'il doit la remporter, c'est d'ici aux élections de mi-mandat de novembre prochain. Il pourrait ne servir à rien de parvenir ensuite à faire reculer l'inflation. La victoire à ces élections, décisives pour le reste de son mandat, et peut-être pour l'avenir de sa famille politique, dépend de la guerre contre l'inflation, non pas de la guerre en Ukraine.

M. H.

Yacine Hammadi, ministre du Tourisme :

L'Etat déterminé à garantir le succès de la saison estivale

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hammadi, a relevé, mardi à Alger, la détermination de l'Etat à garantir le succès de la saison estivale 2022 à travers la prise des mesures nécessaires permettant de l'ériger en «saison touristique et économique par excellence».

Par Hamid N.

Lors de sa rencontre avec les opérateurs économiques dans le cadre des préparatifs de la saison estivale 2022, M. Hammadi a fait savoir que la relance du secteur touristique est «*un impératif qui s'est imposé*», notamment à la lumière de «*la forte volonté affichée par les autorités supérieures de l'Etat*».

Le ministre a également déclaré que la saison estivale de cette année, qui intervient après la crise sanitaire imposée par la pandémie de Covid-19, constituait «*une opportunité pour relancer toutes les activités économiques, y compris le tourisme*».

A cet égard, M. Hammadi a rappelé les décisions relatives à la régulation de l'activité de franchise relative aux plages, et ce, afin de garantir «*une gestion optimale*» de ces espaces, conformément à un cahier des charges garantissant la fourniture d'un «*service de qualité*» au profit des estivants.

A cette occasion, le ministre a appelé tous les opérateurs et professionnels du secteur du Tourisme à «*intensifier la coopération et ouvrir des cadres de discussion afin de renforcer les voies de dialogue et remédier aux lacunes en vue de la relance de ce secteur vital, qui est l'un des leviers de l'économie nationale*».

Il a également écouté les différentes préoccupations des acteurs du secteur, notamment des responsables des agences touristiques qui ont salué l'organisation de cette rencontre qui leur a permis de faire part de leurs préoccupations et d'œuvrer à la recherche de solutions efficaces.

En marge de cette rencontre, le ministre a fait état de l'organisation d'une conférence nationale, en fin de ce mois, visant la relance du secteur touristique avec la participation de tous ses acteurs, annonçant, par là même, la relance du Conseil national du tourisme (CNT).

Concernant les Jeux Méditerranéens, prévus à la ville d'Oran en juin prochain, M. Hammadi a souligné la «*disponibilité*» de son secteur à accompagner cet événement à travers l'organisation d'activités et d'expositions mettant en lumière le patrimoine national dans les domaines du tourisme et de l'artisanat.

H. N.

Dans l'ouest du pays

La «blousa» oranaise, une tenue traditionnelle incontournable

La «blousa oranaise», tenue traditionnelle féminine dans l'Ouest du pays, continue de s'imposer en dépit notamment du progrès accéléré dans le monde de la mode, marquant toujours sa présence dans les ateliers de couture et les étals des magasins du marché populaire de «Mdina Jdida» ou du centre-ville.

Selon Amel Iza, chercheuse dans le domaine culturel de l'Université Oran 2 «Mohamed-Benahmed», cette tenue traditionnelle «*constitue, à ce jour, une pièce maîtresse dans le trousseau de la mariée, même si leur nombre est réduit à une seule robe, alors que dans le passé le trousseau de la mariée pouvait en contenir jusqu'à 60 ''blousa'' de différents types, formes et couleurs*».

Si le port de la blousa n'est plus de mise dans les jours ordinaires, à l'exception des fêtes de mariage ou chez quelques femmes âgées, en raison de la prolifération des vêtements traditionnels importés dans les différents marchés d'effets vestimentaires de l'Ouest du pays, les Oranaises tiennent à cette robe traditionnelle. De nombreuses familles conservent précieusement dans leurs garde-robes des modèles anciens magnifiques, ajoute l'universitaire.

Ce vêtement traditionnel continue ainsi d'occuper la première place dans la toilette de la mariée, lors de «tasdira», le jour de ses noces, ce qui oblige la mariée oranaise à la louer chez des magasins spécialisés ou chez quelques couturières, voire l'emprunter des proches ou des voisins. Son prix exorbitant, pouvant atteindre de dizaines de milliers de dinars, dissuade les plus intrépides.

Lors des soirées musicales, de nombreuses chanteuses du genre wahrani et de la chanson raï brillent de mille feux, vêtues, elles aussi, de cette robe, à l'instar de Djahida, Houria Baba, Soraya Kinane, Zahouania, sans oublier la défunte artiste Sabah Saghira qui apparaissait souvent en robe oranaise.

Elle est également présente chez les formations féminines des «Meddahate», à tel point que cette tenue était associée à cette musique traditionnelle de cette région du pays.

Histoire, compétence et élégance

L'histoire de la blousa oranaise, partie du patrimoine national immatériel, remonte au 19e siècle et sa véritable appellation est «gandoura», selon l'experte en patrimoine du Centre national des recherches préhistoriques et anthropologique d'Alger, Ouiza Ghalaz.

Au vu de sa valeur historique, patrimoniale et esthétique, le Musée public national «Ahmed-Zabana» d'Oran conserve une dizaine de blousa oranaises dont la conception date de la première moitié du 20e siècle et d'autres des années 1980 et 1990, selon la cheffe de service de l'animation et des ateliers pédagogiques de cet établissement muséal, Khakhaz Houaria.

Ces modèles, qui ornent le département d'ethnographie du musée, ont été acquis en 1994, dont certains sont des dons de familles oranaises, ajoute Mme Khakhaz.

Avant 1800, cette robe légendaire avait la forme d'une ample et longue «*abaya*» avec deux poches, puis a pris une autre forme après la Seconde Guerre mondiale, prenant le nom de «*blousa*» et s'est développée davantage avec l'introduction de la «*taâmira*» (remplissage avec des perles) au niveau de la poitrine et l'utilisation du fil élastique au niveau de la hanche et des manches, indique le styliste Chekaïk Chaïla Bachir, qui s'intéresse également au patrimoine.

«*La forme de cette blousa n'est pas l'imitation d'une robe de l'épouse de Napoléon qu'elle a revêtue lors de sa visite avec son époux en 1885, mais elle est née des doigts de la femme oranaise et puisée de son environnement*», a tenu à souligner le styliste.

Ce costume traditionnel se divise en plusieurs types, dont le «zaïm», le «soutége», le «tcherchek», la «pelure d'oignon», le «nid d'abeille» ou «semouk» avec l'utilisation de différents types d'étoffes de luxe ou de tissus, selon ce styliste, fort d'un demi siècle d'expérience dans la confection de la blousa oranaise.

Mahi N.

Mostaganem

Kamel Rezig en visite d'encouragement à Exprol

L'objectif fixé par les hautes autorités du pays d'exporter hors secteur des hydrocarbures reste le levier le plus recherché pour conforter l'économie nationale. Pour cet objectif précisément, Kamel Rezig, ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, a visité le 2e Salon de l'export (Exprol) qui se tient à Mostaganem du 9 au 11 mai 2022. Il faut préciser que la tendance haussière des exportations en Algérie est un fait avéré. Le ministre, accompagné de Aissa Boulahya, wali de Mostaganem et des autorités civiles et militaires, s'est arrêté d'abord au nouveau siège de l'administration du registre du commerce qu'il a inauguré. Suite à cette halte, il a fait le tour dans quelques sociétés de production, déjà présentes à l'international par leurs produits. Adwane, société algéro-saoudienne fabriquant des produits chimiques, la minoterie «Echorfa», le fabricant de «dioules», ont été visités ce mardi. M. Rezig s'est enquis de la haute technologie usitée pour des produits de qualité et leur compétivité. A la fin de sa tournée, il s'est rendu au Salon des exportations où une cinquantaine de sociétés de production sont présentes. A cette occasion, il a pu se rendre compte du potentiel existant dans la région. En effet, lors de son point de presse, le membre du gouvernement a valorisé l'initiative de l'organisation d'un salon pour la promotion du produit local et de son exportation. Il a indiqué que ce type d'événement constitue une opportunité pour mettre en valeur les produits exportables, développer des échanges et connaître les besoins de chaque pays, en témoigne de la présence des ambassadeurs présents à cette seconde édition. Ces diplomates, ajoutera le ministre, ont pu voir le potentiel des produits dans tous les secteurs d'activité, dont l'agroalimentaire, l'industrie, l'énergie, les services etc. Le ministre est venu encourager ces mécanismes à l'export car il y croit fermement. Il a affiché sa satisfaction quant à l'évolution de l'investissement dans sa diversité ainsi que la disponibilité des produits qu'il estime être de qualité pour être compétitif. Selon lui, la multiplication des salons est une opportunité qui répond à la stratégie du gouvernement pour impulser le produit national. Le ministre a souligné les efforts consentis par le wali de Mostaganem, Aissa Boulahya, lui exprimant sa satisfaction quant à l'évolution du secteur économique de la wilaya. Retraçant la politique du gouvernement, il évoquera aux médias les mesures prises par les pouvoirs publics en vue de promouvoir les exportations qui contribueront très certainement à l'amélioration des recettes extérieures du pays, citant notamment les dernières décisions qui consistent à interdire l'importation des produits de large fabrication en Algérie.

Lotfi Abdelmadjid

Salon Plast & Printpack 2022

Une centaine d'exposants attendus en mai à Alger

La 8e édition du Salon international de la plasturgie, l'impression et l'emballage «Plast & printpack Alger 2022» se tiendra du 16 au 18 mai au Centre international des conférences (CIC), avec la participation d'une centaine d'exposants qui viendront de 18 pays, ont indiqué les organisateurs dans un communiqué.

Par Salem K.

Outre les participants nationaux, les exposants viendront d'Allemagne, d'Arabie saoudite, d'Autriche, de Chine, d'Egypte, des Emirats arabes unis, d'Espagne, des Etats-Unis, de France, de Grèce, d'Inde, d'Italie, de Pologne, du Portugal, de Suisse, de Tunisie et de Turquie, selon les organisateurs, estimant que «*cette grande participation internationale prouve une fois de plus que l'industrie algérienne des plastiques, de l'impression et de l'emballage est en plein essor*». Lors de cette édition, les exposants présenteront leurs technologies et solutions à plus de 3 000 professionnels de l'industrie, venus d'une vingtaine de pays, selon le communiqué des deux sociétés allemandes organisatrices, Fairtrade et Messe Duesseldorf. Cette 8e édition du salon représente, selon eux, «*le puissant redémarrage de l'industrie algérienne dans le domaine de la plasturgie, l'impression et l'emballage, après deux années de pandémie de Covid-19*». A cette occasion, une

plateforme numérique sera mise en place par les organisateurs, donnant aux exposants «*une visibilité continue de leurs produits et services, de plus de contacts à valeur ajoutée et finalement de plus de ventes*», selon le même communiqué, ajoutant qu'«*avec le nouveau service gratuit B2B, les visiteurs peuvent contacter des exposants et établir de nouvelles relations d'affaires*». Le salon sera accompagné d'une conférence intitulée «Recyclage des matières plastiques et des emballages - L'Algérie sur la voie de l'économie circulaire», indique le communiqué. La conférence abordera plusieurs thèmes, à l'instar du rôle de la société civile dans la promotion de l'économie circulaire et de la gestion des déchets, la gestion des déchets, le recyclage et l'exportation de matériaux recyclés, le développement industriel en Algérie et le financement de l'innovation, applications plastiques dans l'industrie E&E et applications plastiques dans l'industrie automobile, exemples de bonnes pratiques en matière d'emballages durables et enfin le recyclage des emballages, éco-conception et responsabilité environnementale des entreprises. Selon l'association allemande d'ingénierie mécanique VDMA, citée dans le même communiqué, l'Algérie est l'un des plus grands investisseurs d'Afrique et du Moyen-Orient dans les technologies du plastique, de l'impression et de l'emballage. Les investissements algériens dans les technologies d'emballage ont atteint 136 millions d'euros en 2020, relève l'association, ajoutant que l'Italie, l'Allemagne, la France, l'Espagne, la Chine, la Turquie et l'Autriche, sont les principaux fournisseurs de l'Algérie. Dans le domaine des technologies d'impression et du papier, la demande en Algérie ne cesse d'augmenter. Ainsi, la valeur des importations dans ce domaine a presque doublé en seulement cinq ans, passant de 57 millions d'euros en 2016 à 101 millions d'euros en 2020, ce qui place l'Algérie, avec l'Egypte, parmi les deux plus grands importateurs de technologies d'impression et de papier en Afrique, selon VDMA.

S. K.

Ciment

Une nouvelle stratégie de production efficace et écologique

Le groupe de production de ciment «Lafarge Algérie», basé dans la commune d'Oggaz (Mascara), a dévoilé une nouvelle stratégie pour l'année 2025 comprenant la réalisation de produits bas carbone et des solutions efficaces pour la construction, a-t-on indiqué dans un communiqué publié mardi par cette entreprise. Cette stratégie permettra à «Lafarge Algérie» de mettre en avant son savoir-faire dans les solutions bas carbone pour accompagner la transition écologique de la construction et ses principales offres d'isolation thermique et de mortier pour les professionnels du bâtiment et des travaux publics, a-t-on précisé. Par cette stratégie, il est question de poursuivre les investissements et les acquisitions, à l'instar du projet de conversion des filtres électriques en filtres à manches d'une valeur de 12 millions de francs suisses afin d'éliminer durablement les émissions des cheminées, ainsi qu'un investissement dans des installations pour l'utilisation maximale de combustibles alternatifs et de composants minéraux pour la production de clinker et de ciment vert foncé. Cela comprend également la transition vers la neutralité carbone, grâce à des produits et solutions verts utilisant des technologies qui améliorent la durabilité et réduisent les émissions de carbone grâce à l'isolation thermique des bâtiments. Pour le représentant du Groupe «Lafarge Holcim Algérie», Nicolas George, «*nous visons à exporter plus de 3 millions de tonnes en 2002*», ajoutant : «*Nous avons développé un produit qui répond aux exigences du Groupe Sonatrach et ses partenaires du secteur des hydrocarbures en Algérie, ainsi que les besoins des sociétés activant dans le domaine du forage hydraulique profond*», a-t-on indiqué dans un communiqué. Lafarge Algérie contribue au développement économique et social du pays et s'inscrit dans les orientations gouvernementales visant à réduire la facture des importations et à dynamiser les exportations en diversifiant sa gamme de produits et en mettant en place des solutions 100 % locales, a-t-on ajouté.

Farid L.

Coopération

Arkab reçoit le président du Conseil d'administration de l'Union arabe des engrais

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, mardi, au siège du ministère, le président du Conseil d'administration de l'Union arabe des engrais (AFA) et P-DG du Groupe «Asmidal», Heouaine Mohamed-Tahar, le SG de l'AFA, Raed Al-Saoub, et une délégation de l'AFA, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre de coordination, qui s'est déroulée en présence du P-DG de Sonatrach, Toufik Hakkar, les deux parties ont passé en revue «*les orientations actuelles et futures de l'industrie des engrais dans le monde en général et arabe en particulier, et exposé les opportunités disponibles de coopération entre le ministère de l'Energie et des Mines et ses entreprises spécialisées dans l'industrie des engrais et l'AFA*», précise le communiqué. La rencontre était également une occasion pour mettre en place «*les grandes lignes*» concernant l'organisation de la 34e Conférence technique internationale de l'AFA, qui se tiendra en octobre prochain à Alger, selon le ministère. A cette occasion, M. Arkab a affirmé son «*plein soutien et celui de l'Algérie*» aux actions de l'Union et à ses efforts pour concrétiser la stratégie d'intégration entre les pays arabes dans ce domaine, le considérant comme un espace «*important*» de coopération entre les sociétés arabes produisant les engrais minéraux (engrais phosphatés), d'autant plus que l'Algérie dispose de «*grands potentiels*» dans ce domaine et qu'elle est en train de mettre en œuvre des projets d'investissement dans le secteur du phosphate et des engrais. Le ministre a également souligné «*l'importance*» d'élaborer un plan d'action dans le cadre de la formation de cadres algériens travaillant dans l'industrie des engrais et l'acquisition de l'expertise de l'Union. Le communiqué rappelle que l'AFA est une organisation internationale arabe non gouvernementale, créée en 1975, dont le siège est au Caire (Egypte). L'Union regroupe 180 sociétés spécialisées dans la fabrication et le commerce des engrais et de leurs matières premières, représentant 35 pays, dont les sociétés algériennes activant dans ce domaine.

N. T.

Energies renouvelables

Une convention-cadre de partenariat entre l'Aprue et Tosyali

L'AGENCE nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue) a signé une convention-cadre avec la société «Tosyali Iron Steel Industry-Algérie» dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, a indiqué le ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables dans un communiqué. Cette convention-cadre a été signée au siège du ministère, par le directeur général de l'Aprue, Merouane Chaabane, et Alp Topcuoglu, actionnaire et administrateur en charge des affaires de la société «Tosyali» en Algérie, en présence du ministre du secteur, Benattou Ziane. Cette convention a pour objectif de «*développer un partenariat et une coopération méthodologique et technique dans les domaines de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables et des technologies propres*», selon le ministère. Les termes de cette convention portent sur l'efficacité et la sobriété énergétique, l'audit énergétique, le management énergétique, la production des énergies renouvelables par l'autoconsommation et enfin la diminution des émissions des gaz à effet de serre, précise la même source. «*A travers l'Aprue, M. Ziane exprime encore une fois la disponibilité de son département ministériel à accompagner Tosyali Algérie dans ce mégaprojet de production d'électricité à partir de l'énergie solaire photovoltaïque, d'une capacité de 55 MW, devenant ainsi le premier projet de grande envergure en matière d'énergies renouvelables dans l'industrie en Algérie*», est-il souligné dans le communiqué.

R. E.

Souk Ahras

118 exploitations agricoles raccordées à l'électricité avant fin décembre 2022

Au total, 118 exploitations agricoles seront raccordées au réseau électrique dans la wilaya de Souk Ahras avant la fin du mois de décembre 2022, a indiqué le wali, Lounès Bouzegza, lors d'une visite de travail et d'inspection dans les communes relevant de la daïra de Haddada. Le wali, qui a présidé le raccordement à l'électricité de deux exploitations implantées dans les mechtas «Arkoub El Kerma», située à Khedara et la mechta «Boulehia» à Haddada, a déclaré que depuis le début de l'année en cours, 35 exploitations agricoles ont bénéficié d'électricité, en attendant le raccordement de 15 autres dans les tout prochains jours. L'opération s'inscrit, dit-il, dans le cadre du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et se poursuivra avec l'étude du raccordement de 68 autres exploitations agricoles, ce qui permettra, selon ce même responsable, de soutenir l'activité agricole et relancer ce secteur créateur de richesse et d'emplois. De son côté, le directeur local des services agricoles (DSA), Abdelmalek Missi, a relevé, à cette occasion, que le raccordement à l'électricité des exploitations agricoles vise principalement à promouvoir le secteur dans cette région et à encourager la population à investir dans l'agriculture, d'autant plus, selon lui, que ces structures comptent de vastes surfaces d'arbres fruitiers comme les pommiers, poiriers, oliviers, pêchers et pruniers, ainsi que les grenadiers, les bananiers et les amandiers. Ces exploitations, a-t-il ajouté, disposent également d'espaces pour l'élevage de volailles et de bétail, notamment ovin et bovin, et pour l'apiculture et la culture des céréales, soulignant que la Direction des ressources en eau a octroyé récemment 33 autorisations de forage de puits profonds et superficiels dans les communes de Targalt, Safel El Ouidène, Sidi Fredj, Merahna, Haddada et Mechroha. Au cours de cette visite, les autorités locales ont aussi mis en service le réseau de gaz naturel au profit de 47 foyers des mechtas «Hafer Maala» et «Tachouchia» dans la commune de Khedara, nécessitant la mise en place d'un réseau de distribution de 30 km et la mobilisation d'une enveloppe financière de 65 millions DA. Les autorités ont également procédé à l'inspection du projet de raccordement au gaz naturel de 220 foyers dans les zones rurales de «Amer» et «Hemala» dans la commune d'Ouled Moumen, dont les travaux de réalisation ont atteint 80 %, et ce, dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales pour une enveloppe de 70 millions DA. Ils ont inspecté, en outre, un projet similaire au profit de la mechta «Oum Hedjira» dans cette même commune.

Kamel L.

Illizi

Intenses démarches pour promouvoir l'investissement industriel

■ *D'intenses actions sont entreprises pour promouvoir l'investissement industriel à Illizi et Djanet, à travers la dynamisation des plans de développement et l'extension des zones d'activités industrielles dans ces deux wilayas frontalières, selon les services de wilaya.*

Par Safy T.

Dans le but de concrétiser cette démarche, il a été procédé au lancement d'une opération de réaménagement, pour un financement de 250 millions DA, de la zone d'activités industrielle d'Illizi, d'une superficie de 44 hectares (ha), pour y réunir les conditions favorables à la promotion de l'investissement industriel et répondre aux attentes des opérateurs, des micro-entreprises et start-up.

Englobant 120 parcelles, la zone d'activités industrielle d'Illizi s'est vu doter des réseaux de communication en fibre optique et des voies et réseaux divers (VRD) et de l'installation de l'éclairage public, ont indiqué les services de la wilaya d'Illizi. A ces efforts, s'ajoute la finalisation prochaine de la zone d'activités de la commune d'In-Amenas, à la faveur d'un financement d'un milliard DA dégagé au titre du Fonds spécial de développement des régions du Sud (FSDS). S'étendant sur une surface de 64 ha avec 68 parcelles, cette zone, en tant que valeur économique ajoutée à la région, constituera, une fois fonctionnelle, un site d'attrait des entreprises à même de booster les activités économiques multisectorielles.

La région aura à jouer un grand rôle économique, avec aussi la concrétisation d'une base logistique d'exportation au niveau du poste frontalier terrestre de Debdeb, à même d'impulser l'activité commerciale et ouvrir des perspectives économiques aux opérateurs intéressés par le recours à ce poste frontalier.

Djanet : délimitation d'une mini-zone d'activités pour les jeunes

Les efforts fournis dans le cadre de la promotion de l'investissement industriel dans le sud-est du pays ont été couronnés par la création, dans la jeune wilaya de Djanet, d'une mini-zone d'activités devant servir d'assiettes aux projets de jeunes promoteurs. Occupant une superficie de deux ha, cette zone a bénéficié d'une enveloppe financière de 45 millions DA, affectée à la réalisation, en cours, d'une série de travaux d'aménagement, de réalisation des VRD et l'éclairage public, en sus d'une aile administrative. La wilaya dispose, en outre, d'une zone d'expansion touristique d'une superficie de 8 600 ha, mise à la disposition des opérateurs économiques, toutes activités confondues, par voie de concession. La direction locale de l'Industrie n'a ménagé aucun effort pour prêter assistance aux opérateurs, en accueillant les demandes des investisseurs intéressés, ensuite orientées vers les services de l'Agence nationale de développement du tourisme (ANDT), avant d'obtenir l'aval puis le permis de construire afin d'entamer la concrétisation de leurs projets. Les efforts de développement et de promotion de l'investissement dans les deux wilayas se poursuivent à travers des dispositifs de soutien et d'accompagnement, pour attirer davantage de projets. Dans ce cadre, a été mise en place une cellule multisectorielle locale chargée de l'accompagnement des promoteurs et jeunes porteurs de projets et de la prise en charge de leurs préoccupations, en vue d'établir un plan commun à même de donner lieu à de nouveaux mécanismes plus efficaces pour promouvoir l'investissement industriel dans la région.

S. T.

Boumerdès

Un dispositif spécial pour attirer les estivants

Un dispositif spécial englobant de nombreuses mesures a été mis en œuvre, dernièrement, à Boumerdès, en vue de garantir «*une saison estivale à la hauteur de la réputation et des aspirations de la wilaya*», et surtout d'attirer le plus grand nombre d'estivants, a-t-on appris d'une source de la wilaya. Ce dispositif, débattu lors du conseil exécutif de la wilaya, prévoit notamment le lancement d'une opération de réaménagement, équipement et nettoyage de l'ensemble des plages autorisées à la baignade, dont le nombre sera porté cette année à 44, à travers 10 communes côtières de la wilaya, après examen de la situation de chaque plage par une commission spéciale.

Il s'agira, également, selon l'exposé présenté par le directeur du tourisme et de l'artisanat de la wilaya, Lamri Hamouda, d'accompagner les communes côtières concernées en matière de gestion des plages, pour leur assurer des revenus supplémentaires, tout en mettant un terme au camping anarchique et à l'exploitation illégale de ces espaces.A cela s'ajoute l'installation, au niveau des plages, de points mobiles de la Protection civile et de la Gendarmerie nationale, tout en les dotant de douches publiques, de salles d'eau et autres commodités nécessaires au bien-être des estivants.

Le même dispositif prévoit, également, l'aménagement d'accès aux plages et leur dotation en panneaux signalétiques et autres panneaux publicitaires, tout en garantissant l'éclairage public à leur niveau, ainsi que des routes y attenantes, et l'aménagement d'aires destinées au commerce.

Des stages de formation seront aussi lancés au profit des prestataires de services, dont les agences de tourisme et gérants de camps de vacances et d'établissements hôteliers, outre l'encouragement de la formule d'hébergement chez l'habitant. Des facilitations sont, par ailleurs, programmées pour la relance des campings familiaux, de façon à les adapter aux budgets de la majorité des familles. Soulignant la spécificité de la prochaine saison estivale 2022, le même responsable a également signalé la programmation à la concession de lots de plages au profit de professionnels du tourisme parmi les gérants de camps de vacances, d'établissements hôteliers et d'agences touristiques.Des démarches sont en cours, en coordination avec la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya, a-t-il ajouté, pour la mise en place d'espaces pour la vente des produits de l'artisanat au niveau des plages, parallèlement au lancement d'une caravane mobile permettant aux artisans locaux et à ceux d'autres wilayas d'écouler leurs produits, tout au long de la saison estivale. Un plan de transport a été également mis en place pour assurer le déplacement direct des citoyens des communes reculées, classées zones d'ombre, vers les plages autorisées à la baignade, selon M. Lamri, qui a signalé l'ouverture de 180 lignes de transport, sur lesquelles activeront 637 véhicules totalisant plus de 16 000 places. Il a aussi fait part de préparatifs pour la mise en place d'un protocole sanitaire allégé au titre des mesures préventives contre le Covid-19.

Lyes B.

Pour valoriser le patrimoine national

Mise en place d'un système de recherche, une nécessité

■ *Le 1er séminaire national sur «Les mouvements tribaux et les transformations démographiques dans l'Est de l'Algérie, antique et médiévale» est marqué par la participation d'un grand nombre de chercheurs et universitaires de différentes régions du pays.*

Par Abla Selles

Les participants à cet évènement qui a débuté mardi au Musée national public de Sétif, ont souligné la nécessité de mettre en place «*un système de recherche en vue de valoriser le patrimoine matériel et immatériel de la région*».

«*La région de l'Est de l'Algérie possède un patrimoine matériel et immatériel riche et les études historiques diverses et multiples qui lui ont été consacrées demeurent, en général, davantage des initiatives individuelles que collectives*», a indiqué Abdelhafid Bouabdallah, chef du département d'histoire à l'université Mohamed-Lamine-Debaghine (Sétif-2).

«*Pour relancer ce patrimoine, nous avons besoin d'un travail institutionnel mené par des établissements scientifiques et des laboratoires dans cette partie de l'Algérie, connue à l'échelle mondiale pour avoir vu l'apparition des premiers hommes*», a soutenu cet universitaire qui a souligné qu'un tel travail permettra de «*mettre en lumière non seulement les périodes préhistorique, antique et médiévale, mais aussi certains évènements majeurs dont ceux du 8 mai 1945*».

Organisée dans le cadre du Mois du patrimoine, cette rencontre a regroupé des chercheurs des universités Constantine-2, Tizi-Ouzou, Mascara, Batna-1 et Chlef, qui ont abordé les itinéraires et les impacts des mouvements tribaux et des transformations démographiques durant les périodes antique et médiévale.

Dans ce contexte, la directrice du Musée national de Sétif, Chadia Khelfallah, a relevé que l'Est de l'Algérie a connu très tôt une présence humaine, comme l'attestent les multiples sites préhistoriques, avant d'évoluer vers des petits regroupements puis des agglomérations tribales qui ont mené vers la constitution du royaume des Massyles et de la Numidie unifiée.

Pour Dr Souad Slimani du département d'archéologie de l'université Constantine-2, les principales tribus du Hodna, connues pour leur nomadisme, ont joué un rôle dans l'économie en renforçant le marché intérieur dans la région du Hodna, notamment en matière de commerce d'animaux et de matières premières.

Les déplacements de ces tribus, a-t-elle noté, n'avaient pas uniquement pour objectif le pastoralisme, mais elles assuraient également l'échange de blé, de l'orge et autres produits avec les habitants du Tell.

Selon les organisateurs, l'objectif de cette rencontre est de faire connaître l'histoire de l'Est algérien, notamment ses campagnes et les facteurs ayant régulé les mouvements de populations et défini leurs itinéraires.

A. S.

Musée national public Ahmed-Zabana d'Oran

L'exposition «Arsem Wahran» ouverte au public

Une exposition de dessins d'élèves placée sous le signe «Arsem Wahran» (Dessine Oran) s'est ouverte mardi au Musée national public Ahmed-Zabana d'Oran, dans le cadre de la promotion des Jeux méditerranéens prévus cet été à Oran, a-t-on appris auprès de cet établissement culturel. Cette exposition, qui entre dans le cadre d'un concours à l'échelle de la wilaya sous le thème «Arsem Wahran» (dessine Oran), organisée par la Direction de l'éducation de la wilaya, regroupe 55 tableaux réalisés par 57 élèves de différents établissements scolaires du cycle moyen, a indiqué à l'APS la responsable de la division de la communication, Leïla Boutaleb. A la faveur de cette manifestation qui se poursuivra jusqu'au 17 mai en cours, 10 tableaux des lauréats du concours, évalués par un jury spécialisé, sont exposés, selon la même source, qui a fait savoir que les lauréats ont été récompensés lors d'une cérémonie organisée par la Direction de l'éducation le 16 avril dernier, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de «Youm El Ilm» (Journée du Savoir). Les toiles exposées reproduisent en majorité des sites et monuments historiques et des paysages panoramiques qu'offre la capitale de l'Ouest du pays, dans une palette de couleurs en harmonie avec les sujets traités et sélectionnés en fonction du talent des élèves dans l'art du dessin et leur capacité de création et leur amour pour l'art visuel.

M. K.

Mausolée de Medghacen

Lancement «fin mai» d'une étude d'expertise et d'évaluation

Une étude d'expertise et d'évaluation du mausolée numide de Medghacen, situé dans la commune de Boumia (wilaya de Batna), sera lancée «*à la fin du mois de mai courant*», a annoncé, mardi, la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, lors de son inspection de ce monument. «*Cette opération sera menée en coordination avec le Fonds du patrimoine mondial, des experts des Etats-Unis d'Amérique et l'ambassade de ce pays en Algérie, en vue d'engager des travaux de restauration et de consolidation du monument qui date de 4 000 ans avant l'ère chrétienne*», a indiqué la ministre, en visite de travail et d'inspection dans cette wilaya.

Sur site, la ministre a reçu des explications concernant ce monument unique en Afrique du Nord et le projet de dédoublement de l'axe routier reliant la RN-88 et la RN-3 sur 56 km en passant par Boulefreïs, Chemora et Boumia. Mme Mouloudji a assuré qu'une solution technique sera trouvée concernant cette route qui passera à proximité du Medghacen afin de préserver ce monument.

La ministre a également insisté sur «*la nécessité de prendre en compte la préservation des biens culturels et des sites archéologiques sans entraver les projets de développement*», évoquant, à ce propos, les instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui recommandent de prendre toutes les mesures pour lever les entraves devant les projets de développement.

L'Ecole régionale des beaux-arts au pôle culturel et sportif de la cité Kechida a été la seconde étape de la visite de la ministre qui a suivi des explications sur la formation au niveau de cette structure et inspecté certains ateliers.

Elle s'est ensuite rendue à la cinémathèque de la ville de Batna où elle a reçu des explications sur ses activités, affirmant, à l'occasion, la nécessité d'équiper pareilles salles en matériel moderne pour ramener les nouveaux films et attirer un grand nombre de public.

La ministre de la Culture et des Arts a assisté auparavant, à l'amphithéâtre de l'université Batna-1, à une partie des activités de la caravane «Un jeune, une idée» qui a fait escale à Batna pour encourager l'entrepreneuriat chez les jeunes.

Mme Mouloudji a présidé dans l'après-midi, au théâtre régional Dr Salah-Lombarkia, l'ouverture officielle de la deuxième édition du Festival Medghacen du film international.

L. B.

Festival international cinématographique d'Imedghassen

Ouverture de la 2e édition en présence de la ministre de la Culture et des Arts

La ministre de la Culture et des Arts, Souraya Mouloudji a donné, mardi soir au théâtre régional de Batna, le coup d'envoi du Festival international cinématographique d'Imedghassen du court-métrage dans sa deuxième édition qui se poursuivra jusqu'au 14 mai. Lors de la cérémonie d'ouverture à laquelle était présent le conseiller du président de la République, chargé de la Culture et de l'Audiovisuel, Ahmed Rachedi, la ministre a précisé que cette 2e édition est organisée sous le patronage du président de la République qui appelle à renforcer le rôle du cinéma dans la relance de la vie culturelle en appuyant les initiatives visant à promouvoir la créativité et le dialogue, et avec le parrainage du Premier ministre. L'organisation de cette manifestation internationale, avec la participation de plus de 24 pays frères et amis, intervient alors que l'Algérie commémore le deuxième anniversaire de la Journée nationale de la Mémoire et en prévision de la célébration du 60e anniversaire de la fête de l'Indépendance, a-t-elle ajouté. Mme Mouloudji a affirmé que cet événement est abrité par une wilaya historique et archéologique qui a culturellement marqué sa présence par son Festival international de Timgad, auquel s'ajoute ce festival du court-métrage qui porte le nom du plus ancien tombeau numide royal en Afrique du Nord. De son côté, le commissaire du festival, Aissam Taachit, a mis en avant l'importance de cette manifestation culturelle, soulignant qu'elle tend à relancer la dynamique culturelle en général et le cinéma en particulier, en permettant notamment aux jeunes amateurs d'exprimer leurs talents et leur créativité. Cette deuxième édition du Festival international cinématographique d'Imedghassen s'est ouverte dans une ambiance festive marquée par une forte présence du public dans l'enceinte du théâtre régional de Batna mais aussi aux abords de l'édifice culturel. La soirée inaugurale de cette manifestation artistique, organisée par la coopérative culturelle «El Lemssa», a été rehaussée par la présence d'invités d'honneur, dont les acteurs Ahmed Badir (Egypte), Abbas Al-Noury (Syrie) et Nizar Abu Hajar (Syrie), et d'acteurs algériens de renom, dont Biyouna, Hassan Kechache, Naouel Messaoudi et Malika Belbey. 29 films représentant 24 pays sont en lice et 5 films de réalisateurs algériens seront projetés hors compétition, selon le directeur du festival, Abdelhamid Bouhala. Des ateliers de formation aux métiers du cinéma dirigés par des professionnels sont également au programme de cette manifestation artistique et des excursions touristiques sont prévues pour les invités du festival à travers plusieurs sites historiques et archéologiques à Batna, notamment les balcons de Ghoufi, Timgad et le mausolée numide d'Imedghassen dont le festival porte le nom, selon le responsable.

R. I.

Sri Lanka

«Offensive» de la police pour éviter «l'anarchie» autour des manifestations

■ *La police du Sri Lanka a reçu l'ordre de passer à l'offensive et de tirer à balles réelles pour éviter «l'anarchie» dans le pays, a annoncé, hier, un de ses responsables, après une autre nuit d'incendies sporadiques et deux jours d'affrontements meurtriers.*

Par Mourad M.

Depuis lundi, les violences autour des manifestations anti-gouvernementales ont fait huit morts et plus de 225 blessés, selon la police, dans cette île de 22 millions d'habitants, engluée dans la pire crise économique de son histoire.

«*Il ne s'agit plus de colère spontanée, mais de violence organisée*», a déclaré hier à l'AFP un haut-responsable de la police en annonçant que ses forces, fortes de 85 000 hommes, ont désormais ordre de tirer à balles réelles sur les fauteurs de troubles.

«*Si la situation n'est pas maîtrisée, cela pourrait tourner à l'anarchie totale*», a-t-il ajouté, précisant, par ailleurs, que la sécurité de plusieurs juges menacés avait également été renforcée.

Après l'incendie, tard mardi soir, d'un hôtel de luxe appartenant à un membre du clan des Rajapaksa dans le sud du pays, la police a dans plusieurs endroits tiré en l'air pour disperser la foule qui brûlait des véhicules.

L'armée avait elle reçu dès mardi soir l'ordre de tirer à vue pour réprimer les émeutes.

La population de l'île est excédée par des mois de graves pénuries de nourriture, de carburant et de médicaments et de coupures d'électricité, et des manifestations pacifiques réclament depuis des semaines la démission du Président Gotabaya Rajapaksa.

Des partisans du gouvernement, acheminés de province lundi dans la capitale Colombo et galvanisés par son frère, le Premier ministre démissionnaire Mahinda Rajapaksa, ont mis le feu aux poudres en attaquant les manifestants.

A 76 ans, le chef du clan des Rajapaksa a démissionné lundi de ses fonctions à la suite des sanglants affrontements qui ont suivi. Peu avant l'aube mardi, il a dû être exfiltré par l'armée de sa résidence officielle assiégée à Colombo.

Cette démission est «*un événement important, les gens en sont vraiment satisfaits*», a estimé Kaushalya Fernando, actrice et militante des droits.

Mais «*cela ne suffit pas*», a-t-elle insisté, ajoutant : «*Nous voulons le départ de tout le clan des Rajapaksa, ils sont tellement, tellement corrompus, ils ont rongé le Sri Lanka, comme une chenille ronge un fruit ou une feuille*».

Le couvre-feu, décrété peu après le début des affrontements, devait être levé hier matin mais a été prolongé de 24 heures. Des manifestants le bravaient hier en maintenant leurs campements devant le bureau du président.

Gotabaya Rajapaksa est resté en fonction et jouit de pouvoirs étendus et du commandement des forces de sécurité.

Selon Chandana Aluthge, professeur d'économie à l'université de Colombo, la population «*en a ras-le-bol*» et n'a plus le luxe de compter sur le processus démocratique.

«*Même si au Sri Lanka, où nous avons atteint un statut de société moderne, le système de gouvernance est en fait très proche d'un très vieux système féodal*», souligne-t-il.

Le Président Rajapaksa a appelé, hier sur Twitter, «*tous les Sri-Lankais à se donner la main comme un seul homme, pour surmonter les défis économiques, sociaux et politiques*».

Mais le principal parti d'opposition, le SJB, a réaffirmé hier qu'il ne participerait pas à un gouvernement sous son autorité. «*La violence est provoquée* (par les autorités) *afin d'établir un régime militaire*», a dénoncé le chef de l'opposition, Sajith Premadasa, sur Twitter, réclamant que «*l'Etat de droit soit maintenu par la Constitution et non par les armes*».

En écho aux appels des Nations unies et de l'Union européenne, les États-Unis se sont dits à la fois préoccupés par l'escalade de la violence et par le déploiement de l'armée.

«*Les manifestants pacifiques ne doivent jamais être soumis à la violence ou à l'intimidation, que ce soit de la part de l'armée ou d'unités civiles*», a souligné, mardi devant la presse, Ned Price, porte-parole du département d'État, à Washington.

Le Sri Lanka, en défaut sur sa dette extérieure évaluée à 51 milliards de dollars depuis le 12 avril, est actuellement en pourparlers avec le Fonds monétaire international (FMI) sur un éventuel renflouement.

«*Nous suivons de près l'évolution de la situation au Sri Lanka et sommes préoccupés par la montée des tensions sociales et de la violence*», a déclaré Masahiro Nozaki, chef de la mission du FMI au Sri Lanka, dans un communiqué.

M. M.

Commentaire

Exaspération

Par Fouzia Mahmoudi

La Chine, foyer supposé mais très probable du Covid-19 qui a frappé la planète il y a un peu plus de deux ans, a été l'un des pays qui a pris les mesures les plus radicales pour combattre l'épidémie. L'économie du pays et par conséquent du monde, la communauté internationale dépendant très fortement de l'industrie chinoise, a connu en conséquence de nombreuses perturbations et d'immenses pertes. Mais Pékin était, et est toujours, visiblement prêt à ces sacrifices en échange d'une mortalité et contagiosité basses. Toutefois, la politique chinoise n'est pas exempte de reproche de la part notamment de l'Organisation mondiale de la santé. La Chine a d'ailleurs décidé de censurer cette semaine les propos du patron de l'OMS, après qu'il a publiquement critiqué la politique zéro Covid prônée par les dirigeants communistes. Car si les restrictions liées au Covid-19 sont levées un peu partout dans le monde, le pays asiatique, aux prises avec une flambée épidémique, continue d'imposer confinements et quarantaines dès l'apparition de quelques cas. Couplée à la quasi-fermeture des frontières et à une connectivité aérienne internationale réduite, cette politique suscite une exaspération croissante en Chine. Notamment à Shanghai (Est), dont les 25 millions d'habitants, confinés depuis début avril, se plaignent de problèmes d'approvisionnement et craignent d'être envoyés dans des centres de quarantaine au confort aléatoire. Dans ce contexte, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a estimé, mardi, dans des propos inhabituellement critiques envers la Chine, que la politique zéro Covid n'était «*pas soutenable*». «*Passer à une stratégie différente est très important*», a-t-il souligné. Le zéro Covid étant fermement défendu par les plus hauts dirigeants communistes, notamment le Président Xi Jinping, les censeurs sont vite intervenus pour contrer la diffusion de ces propos. Sur le site de microblog Weibo, les mots-dièse #Tedros et #OMS ne donnaient hier plus aucun résultat. Quant aux utilisateurs de l'ultrapopulaire réseau social WeChat, ils ne peuvent pas republier ou transférer un article du compte officiel de l'ONU, publié sur la plateforme et qui mentionne les critiques du patron de l'OMS. Discuter en ligne du sujet avec un de ses contacts ou envoyer sur son mur WeChat des captures d'écran d'articles ou de tweets mentionnant ces propos reste toutefois possible. De son côté, la presse chinoise est toujours silencieuse. L'ex-rédacteur en chef du tabloïd nationaliste «*Global Times*», Hu Xijin, très influent sur internet, juge toutefois les critiques de l'OMS «*sans importance*». «*S'ils disent que la méthode chinoise n'est pas soutenable, ils devraient en avancer une qui soit plus efficace et soutenable. Mais ils n'en donnent aucune !*», écrit-il à ses 24 millions d'abonnés sur Weibo. «*L'OMS n'assumera aucune responsabilité si la Chine assouplit sa politique sanitaire et si beaucoup de gens meurent*». L'abandon du zéro Covid pourrait entraîner 1,6 million de morts dans le pays, selon une étude de chercheurs de l'université Fudan à Shanghai, publiée mardi dans la revue *Nature*. L'inquiétude est ainsi généralisée en Chine où la crainte d'un retour à la normale s'ajoute à celle de ne plus jamais vivre comme par le passé. Mais c'est surtout la situation économique du pays qui inquiète au-delà des frontières, tous les pays qui dépendent de l'industrie chinoise et qui voient depuis plus de deux ans leurs propres économies souffrir de la politique adoptée par Pékin.

F. M.

BCE

Lagarde : une première hausse des taux pourrait venir dès juillet

La Banque centrale européenne pourrait commencer à relever ses taux d'intérêt dès le mois de juillet, a averti, hier, sa présidente Christine Lagarde, alors que la zone euro est confrontée à une flambée de l'inflation.

«*La BCE va mettre fin dans un premier temps à ses achats nets d'actifs au début du troisième trimestre, soit juillet, puis une première hausse de taux interviendra quelque temps après*», a déclaré Mme Lagarde, précisant que «*cela pourrait signifier une période de quelques semaines seulement*».

L'institut monétaire a prévu de tenir sa prochaine réunion de politique monétaire le 9 juin à Amsterdam, puis la suivante le 21 juillet à Francfort avant la pause estivale.

«*Après la première hausse des taux, le processus de normalisation sera progressif*», a ajouté Mme Lagarde, ce qui laisse présager d'autres hausses de taux à venir après le premier amorçage de l'été.

Au sein de la BCE, le clan des «faucons», partisans d'une politique monétaire plus restrictive face à l'inflation élevée, est pressé de démarrer le cycle de hausses des taux.

«*Alors que l'inflation dans la zone euro continue d'être élevée, nous devons agir*», a martelé, mardi, le président de la Bundesbank allemande.

Et de préconiser «*une première étape de normalisation des taux d'intérêt de la BCE en juillet*», à l'instar d'Isabel Schnabel, membre du directoire de l'institut, qui l'a déclaré fin avril.

En zone euro, l'inflation a atteint le taux record de 7,5 % sur un an en avril, selon Eurostat, bien au-dessus de l'objectif de 2 % visé par la BCE à moyen terme.

May H.

Boxe/Mondiaux féminins 2022 (16es de finale)

Mansouri éliminée dès le premier tour

LA BOXEUSE algérienne Fatiha Mansouri (48 kg) a été éliminée dès le premier tour de la 12e édition du Championnat du monde de boxe (dames), mardi, lors des 16es de finale disputés à Istanbul en Turquie. Mansouri (48 kg) dont c'est la deuxième participation à un évènement mondial après celui disputé en 2019 à Ulan Ude en Russie, a complètement raté son entrée en lice, en s'inclinant dès le premier tour face à la Vénézuélienne Cadeno Rojas Tayonis (5-0). Hier (12h00, algériennes), c'était au tour d'Imane Khelif (63 kg) de monter sur le ring face à la Kazakh Abikeyeva Aida, pour le compte des 16es de finale. En cas de victoire, l'Algérienne, auteure d'une excellente prestation lors des JO de Tokyo avec à la clé une honorable 5e place, affrontera dimanche la Lituanienne Rozentale Beatris, exempte du premier tour. De son côté, Roumaïssa Boualem (51 kg), croisera les gants demain (16h00, algériennes) contre la Japonaise Shinohara Hikaru, pour le compte des 16es de finale. En cas de succès, elle sera opposée dimanche à la gagnante du combat opposant la Mangole Balsan Mungunsaran à la Turque Cakiroglu Buse Naz. La quatrième et dernière algérienne engagée dans ces mondiaux, Ichrak Chaïb (66 kg), défiera demain (12h00, algériennes) la Vénézuélienne Perez Camacaro, toujours pour le compte des 16es de finale. En cas de victoire, l'Algérienne sera opposée dimanche prochain à la gagnante du combat mettant au prise la Sud-Africaine Daweti Siphosethu à la Coréenne Choi Honguen.

Handball /Excellence (messieurs et dames)

Report des premiers tournois Play-down

LES PREMIERS tournois Play-down des Championnats d'Algérie de handball, Excellence messieurs et dames, prévus ce week-end, ont été reportés à une date ultérieure, a-t-on appris, mardi, auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAHB). Dans une déclaration, le président du directoire qui dirige la FAHB, Abdelkrim Bendjemil, a indiqué que «*ce report intervient après la sollicitation des clubs concernés par ces tournois Play-down*». «*Nous nous sommes réunis, lundi, avec les responsables des clubs engagés dans les Play-down de l'Excellence messieurs et dames et nous avons décidé de reporter les premiers tournois. Ces clubs souffrent de problèmes financiers puisque ils n'ont pas encore reçu leur subvention*», a-t-il expliqué.

«*D'ailleurs, nous avons écrit au ministère de la Jeunesse et des Sports afin de venir en aide aux clubs en difficulté*», a-t-il ajouté. Pour rappel, c'est le deuxième report du premier tournoi Play-down de l'Excellence messieurs, prévu initialement du 6 au 8 mai à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger), puis décalé du 12 au 14 du même mois à la salle omnisports de Aïn Taya. La phase Play-down d'Excellence messieurs, qui désignera les équipes reléguées en palier inférieur, est composée de sept équipes : l'O Meghnia, le MC Saïda, l'O. El Oued, le C. Chelghoum Laïd, l'ES Arzew, le MC Oran et le CS Bir Mourad Rais.

Chez les dames, cette phase regroupe huit clubs, à savoir le CR Didouche-Mourad, la JS Awzellaguen, le HHB Saida, l'US Akbou, l'OJS Constantine, le CHB Bachdjarah, l'ASFAK Constantine et le NRKG Alger.

Ligue 1 (30e J)

Le CRB pour se rapprocher du titre, derby indécis au 5-Juillet

■ La 30e journée du championnat de Ligue 1 de football, qui s'étalera sur trois jours (vendredi, samedi et dimanche), devrait permettre au leader, le CR Belouizdad, de consolider son fauteuil en accueillant l'ASO Chlef, alors que le «big derby» algérois entre le MC Alger et l'USM Alger s'annonce indécis.

Par Mahfoud M.

Le Chabab, qui reste sur une contre-performance concédée à la maison face au RC Arbaâ (1-1), aura une belle occasion de se reprendre en recevant l'ASO, considérée comme l'une des équipes les plus en forme du moment en alignant une série de neuf matchs sans défaite. Si le club algérois reste favori, la formation chélifienne tentera de créer la surprise, d'autant que les statistiques plaident en sa faveur à l'extérieur avec un bilan de 19 points pris sur 42 possibles. Le dauphin, la JS Saoura, se rendra à Alger pour défier le Paradou AC dans une belle affiche de haut du tableau, où l'enjeu sera important pour les deux équipes. Si la JSS aura à cœur de préserver sa position de dauphin, le PAC, sous la conduite du nouvel entraîneur portugais Francesco Chalo, visera les trois points pour éventuellement monter sur le podium. Le stade olympique du 5-Juillet vibrera de nouveau au rythme du «big derby» de la capitale entre le MC Alger et l'USM Alger, dans ce qui sera le premier match à Alger en présence du public, depuis le début de la pandémie de Covid-19. Le MCA aspire à préserver sa place sur le podium, alors que l'USMA, qui vient de mettre fin à une mauvaise série de neuf matchs de disette, tentera de l'emporter pour se relancer dans la course à une participation internationale.

Ph. > D. R.

Les gars du Chabab devraient confirmer leur suprématie

Choc des mal-classés à Médéa

La JS Kabylie, qui demeure sur trois matchs sans victoire, effectuera un déplacement périlleux à l'Est pour défier le NC Magra, l'une des équipes menacées par la relégation. La formation du NCM, qui reste sur une défaite en déplacement face au HB Chelghoum-Laïd (2-0), devra impérativement s'imposer pour se rapprocher un peu plus du maintien. De son côté, le CS Constantine accueillera l'US Biskra avec la ferme intention de renouer avec la victoire et entretenir l'espoir de terminer la saison à une place qualificative pour une épreuve arabe ou africaine. En revanche, les gars des «Ziban», sur une courbe ascendante, espèrent préserver leur dynamique et assurer définitivement leur maintien parmi l'élite. Dans le bas du tableau, l'Olympique Médéa et le RC Arbaâ s'affronteront dans un véritable duel «à six points» pour le maintien, alors que le RC Relizane et le WA Tlemcen, déjà relégués, recevront pour la forme respectivement le MC Oran et le HB Chelghoum-Laïd. Le match ES Sétif-NA Husseïn-Dey a été reporté à une date ultérieure, en raison de l'engagement de l'Entente samedi en demi-finale (retour) de la Ligue des champions face aux Egyptiens d'Al-Ahly SC. **M.M.**

Le programme :

Vendredi 13 mai 2022 :

NCM-JSK	(16h)
PAC-JSS	(16h)

Samedi 14 mai 2022 :

CSC-USB	(16h)
OM-RCA	(16h)
CRB-ASO	(16h)
RCR-MCO	(16h)
WAT-HBCL	(16h)

Dimanche 15 mai 2022 :

MCA-USMA	(19h)
ESS-NAHD	(reporté)

Aviron

L'EN en stage de préparation au barrage de Beni Haroun à Mila

L'équipe algérienne d'aviron seniors (messieurs et dames) a entamé lundi un stage de préparation au niveau de la base nautique du barrage de Beni Haroun de la wilaya de Mila, qui se poursuivra jusqu'au 24 mai. Ce regroupement concerne 14 athlètes seniors de deux sexes et des U-23 ans, sous la conduite de l'entraîneur national, Mohamed Riad Kadri, a indiqué Kamel Aït Daoud, directeur des équipes nationales d'aviron à la Fédération algérienne des sociétés d'aviron de canoë kayak. Ce stage s'inscrit dans le cadre des préparatifs pour les diverses compétitions continentales et internationales de l'année 2022, dont les Jeux de la jeunesse en Egypte et le Championnat mondial d'aviron en Italie, selon la même source. Ce stage est le 6e qu'effectue la sélection nationale d'aviron au niveau du barrage de Beni Haroun depuis le début de l'année en cours, du fait que ce plan d'eau offre les conditions idoines pour les entraînements, dont la possibilité pour les sportifs de ramer sur de longues distances, a ajouté le même responsable. Le programme de ce stage comporte aussi des préparations physique et psychologique des athlètes à la compétition, a ajouté Kamel Aït Douad. La liste des participants au stage dans la catégorie des seniors messieurs comprend Abderaouf Djouimeï, Mohamed Youcef Belhadj et Abdenour Zouad. Celle des U-23 messieurs et seniors dames est constituée de Fateh Aïmene, Mostefa Aïmene, Abdelilah Ziouane, Mohamed-Seddik Hamouda, Chamseddine Boudjemaa, Zakaria Kasmi, Nihad Benchadli, Racha Manseri, Chaïma Berouane, Helal et Hanane Benaadou et Ferial Zitouni, est-il indiqué.

CHAN-2023

Le nombre des participants passe de 16 à 18 équipes

La 7e édition du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reportée à 2023, ndlr), compétition réservée aux joueurs locaux, prévue en Algérie (8-31 janvier), verra la présence pour la première fois de 18 équipes au lieu de 16, a annoncé la Fédération algérienne (FAF) lundi soir sur son site officiel. La décision a été prise au terme d'une réunion tenue lundi par visioconférence, ayant regroupé le président de la FAF, Amara Charaf-Eddine, le vice-président de la Confédération africaine (CAF), le Camerounais Seydou Mbombo Njoya, également président de la commission du CHAN, le secrétaire général de la CAF, Véron Mosengo-Omba, et Rachid Oukali, président du Comité d'organisation (COCHAN). Les participants à cette réunion ont convenu de modifier l'article 70 relatif au nombre des sélections participant à cet évènement. Les 18 pays seront répartis en 5 groupes : les trois premiers groupes seront composés de quatre nations, alors que les deux derniers verront la présence de trois équipes chacun, précise la FAF dans un communiqué. Selon le nouveau système de compétition, les deux premiers des trois premiers groupes se qualifieront pour les quarts de finale, alors que seul le premier des deux dernières poules à trois nations validera son billet au prochain tour. Le tirage au sort des éliminatoires du CHAN-2023, prévu initialement le 29 avril dernier, a été reporté à une date ultérieure. Le CHAN-2022, compétition réservée aux joueurs évoluant dans les championnats nationaux, se tiendra du 8 au 31 janvier en Algérie, après avoir été reprogrammée pour l'année 2023 à cause de la pandémie de Covid-19. Attribuée à l'Algérie en septembre 2018, la 7e édition du CHAN se jouera dans quatre stades : le 5-Juillet-1962 d'Alger, le stade olympique d'Oran, le 19-mai-1956 d'Annaba et le Chahid-Hamlaoui de Constantine.

LE JOUR D'ALGERIE
Votre quotidien national
http://www.lejourdalgerie.com

Préparation de la saison estivale à Béjaïa

Mobilisation des moyens nécessaires pour être fin prêt

Entamée depuis quelques semaines, la préparation de la saison estivale se poursuit un peu partout dans les communes du littoral de la wilaya et dans la ville de Béjaïa. Plusieurs actions ont déjà été menées à Souk El Tenine, Beni K'sila et Aokas, entre autres, et concernent plusieurs aspects et domaines, dont l'aménagement d'aires de stationnement, nettoyage des plages et désherbage, ouverture d'accès aux plages.

Pour booster les préparatifs de cette saison dont le coup d'envoi est prévu le début du mois de juin prochain, de nombreuses rencontres ont été convoquées dernièrement par le wali qui a réuni les membre du comité de préparation de la saison estivale de la wilaya et écouté les exposés et propositions des différents acteurs responsables de cette opération.

Ces réunions ont regroupé les chefs de daïra, dont ceux d'El-Kseur, Adekar et Souk El-Tennine, les directeurs des subdivisions des travaux publics et les maires des municipalités du littoral.

Ces deniers ont été exhortés à élaborer un programme opérationnel de préparation de la saison estivale suivi de compte rendu, l'évaluation régulière des actions menées et la mobilisation de tous les moyens humains et matériels pour mener les activités nécessaires afin de garantir un séjour agréable aux estivants et visiteurs de la wilaya en ce qui concerne l'hygiène des plages, des villes, la propreté des routes, la sécurité et la santé de ces derniers.

«*Les directeurs des subdivisions des travaux publics ont été priés de conjuguer leurs efforts et accentuer leurs activités concernant notamment l'aménagement ou réaménagement des accès aux plages, des aires de stationnement pour véhicules, des aires de repos, l'ouverture d'accès aux plages, l'élaboration des programmes de campagnes de nettoyage et entretien des plages, des accotements et abords des routes du littoral de la wilaya dont les RN 09 et RN 24*», a indiqué la cellule de communication de la wilaya. Des mesures devraient aussi être prises et porteront sur le nettoyage et l'entretien des réseaux d'assainissement et d'eau potable, l'installation et l'entretien des réseaux d'éclairage public, etc. Il était aussi question d'installer des permanences des directeurs des plages, des postes de vigie de la Protection civile et des services de sécurité et mener également des campagnes de sensibilisation sur les intoxications alimentaires, etc.

Une sortie a été effectuée sur le terrain par le chef de l'exécutif qui a visité la plage 07, située dans la commune de Boukhélifa, où il était question de contrôler la préparation de cette plage surtout sur le plan de la propreté, son éclairage et l'aménagement des accès.

Il a également visité la bande boisée d'Aokas où une opération de nettoyage et d'aménagement de ce poumon vert a été engagée par les services des forêts. Pour sa part, la direction de la Protection civile de la wilaya de Béjaïa compte recruter des centaines de surveillants de baignade. Un avis portant organisation d'un concours de recrutement de surveillants de baignade durant les quatre mois de la saison estivale a récemment été lancé.

C'est ainsi que la Protection civile de la wilaya de Béjaïa compte ouvrir 610 postes de surveillants de baignade pour le mois de juin, 890 pour le mois de juillet, 890 autres sont prévus le mois d'août et enfin 360 seront ouverts le mois de septembre. Les dossiers de candidature devaient être déposés avant le 10 du mois courant.

Les postulants répondant aux conditions exigées devraient passer un test de capacité le 15 du mois courtant. Pour sa part, la Direction des transports de la wilaya de Béjaïa a invité avant-hier les différents syndicats des transporteurs de la wilaya afin d'élaborer un plan de transport en prévision de la saison estivale.

Hocine Cherfa

Cour d'Alger

L'ancien ministre de la Justice Tayeb Louh condamné à deux ans de prison ferme

La cour d'Alger a condamné, hier, l'ancien ministre de la Justice, Tayeb Louh, à deux ans de prison ferme pour abus de fonction, trafic d'influence et entrave au bon fonctionnement de la justice. L'homme d'affaires Tarek-Noah Kouninef a été condamné, quant à lui, à la même peine, alors que l'ancien inspecteur général du ministère de la Justice, Tayeb Benhachem, a écopé d'une peine de 18 mois de prison avec sursis. Le procureur général près la cour d'Alger avait requis la semaine passée une peine de 10 ans de prison ferme à l'encontre des trois accusés, avec confiscation de tous les biens et comptes bancaires saisis dans le cadre de cette affaire.

L. M.

Assassinat de la journaliste palestinienne Abou Aqleh

Large condamnation internationale

■ *L'assassinat hier matin de la journaliste Shireen Abou Aqleh, par un tir de l'armée d'occupation sioniste alors qu'elle couvrait des affrontements dans le camp de Jénine en Cisjordanie occupée, suscite de vives condamnations palestiniennes et de la communauté internationale.*

Par Slim O.

Shireen Abou Aqleh, 51 ans, une des plus connues de la chaîne Al-Jazeera, pour avoir porté courageusement la voix des Palestiniens, a été tuée par un tir de l'armée sioniste dans le camp de Jénine. A cet effet, la Présidence palestinienne, les médias officiels, les institutions et les organisations des droits de l'homme ont condamné ce crime «*odieux*», tenant l'occupation sioniste «*pleinement responsable*».

L'assassinat d'Abou Aqleh et la blessure de son collègue Ali Samoudi, a ajouté la Présidence, «*fait partie de la politique quotidienne menée par l'occupation contre notre peuple, sa terre et ses lieux saints, ciblant aussi les journalistes pour masquer la vérité et commettre des crimes en silence*». Qualifiant de «*triste jour en Palestine*», le Comité exécutif de l'OLP a noté, de son côté, que «*le crime de faire taire la parole est une fois de plus commis, et la vérité est assassinée par les balles de l'occupation*». Dans le même contexte, le Premier ministre Mohammad Shtayyeh a condamné le meurtre de la journaliste, affirmant qu'elle avait été tuée alors qu'elle s'acquittait de son devoir de journaliste en documentant les crimes sionistes horribles contre les Palestiniens. Le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riadh al-Maliki, a, lui, accusé l'entité sioniste d'avoir tiré «*intentionnellement et délibérément*» sur Abou Aqleh et son collègue Samoudi, qui a également reçu une balle dans le dos au même moment, et qui est actuellement hospitalisé, affirmant que la fusillade «*est une mise en œuvre*» de la politique sioniste qui a donné le feu vert à ses soldats pour tirer et tuer des Palestiniens. En outre, le superviseur général des médias officiels, Ahmad Assaf, a déclaré que cet assassinat faisait partie de la politique de ciblage des médias palestiniens, et que «*l'occupation vise à partir de ce crime à effacer la vérité et à faire taire la voix de la vérité, afin de commettre ses crimes en silence*». Le ministère de l'Information et le Syndicat des journalistes palestiniens, ainsi que plusieurs autres responsables et organisations palestiniens, ont également fermement condamné le meurtre d'Abou Aqleh.

Violation flagrante du droit international humanitaire

L'assassinant de la journaliste Abou Aqleh a également été dénoncé par la Jordanie, l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et le Qatar, entre autres. Doha a condamné le crime dans les termes «*les plus forts*», le qualifiant de «*violation flagrante du droit international humanitaire et une atteinte à la liberté des médias et d'expression et au droit des peuples à accéder à l'information*». Pour la Ligue des Etats arabes, les autorités d'occupation portent l'entière responsabilité de ce crime odieux, appelant à «*une responsabilité internationale et la poursuite de ses auteurs devant les instances judiciaires internationales compétentes pour crime de guerre et violation grave des règles du droit international*». Dans ce contexte, l'envoyé des Nations unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wencesland, a appelé à une enquête «*immédiate et approfondie*» sur l'assassinat de la journaliste Abou Aqleh et à ce que les responsables soient tenus responsables, ajoutant que «*les travailleurs des médias ne devraient jamais être pris pour cible*». L'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni se sont dits «*choqués*» par le meurtre de la journaliste Abou Aqleh.

La Coordonnatrice résidente et humanitaire des Nations unies en Palestine, Lynn Hastings, a dit sur twitter, alors que l'ONU commémorait la liberté de la presse mondiale à Ghaza mercredi, «*la journaliste palestinienne a été tuée ce matin en couvrant les affrontements entre les forces d'occupation et des jeunes Palestiniens à Jénine*».

Condamnant l'assassinat «*de sang-froid*», et le meurtre «*odieux et flagrant*» de sa correspondante, le réseau de médias «Al-Jazeera» basé au Qatar, a dénoncé le ciblage de la journaliste à balles réelles «*alors qu'elle accomplissait son devoir de journaliste*». Shireen Abou Aqleh, 51 ans, a succombé à ses blessures à l'hôpital après avoir été touchée par balle réelle. Elle avait travaillé pour des sites Web, dont Radio Palestine, Aman Satellite Channel, avant de rejoindre Al Jazeera en 1997.

S. O.